

L'Humanité

rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
9 avril 1976

No 467
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Pékin : Destitution de Teng Siao-ping

MANIFESTATION DE MASSE POUR SOUTENIR MAO TSE-TOUNG

La lutte des classes a connu un développement aigu ces derniers jours en Chine. Le jour des morts a en effet été l'occasion d'une manifestation manipulée par des éléments bourgeois contre-révolutionnaires partisans de Teng Siao-ping. On lira avec intérêt ici même le récit de cette manifestation fait par des ouvriers, paysans et soldats.

A la suite de ces sérieux incidents, les organismes dirigeants du Parti communiste chinois sous l'impulsion du président Mao Tsé-toung ont estimé que la contradiction entre Teng Siao-ping et le Comité central du parti se plaçaient désormais dans le cadre des contradictions antagoniques. Cependant s'il a été destitué de toutes ses fonctions, Teng Siao-ping n'a pas été exclu du parti et cela afin de lui permettre de transformer sa conception du monde. Pour soutenir, cette décision des milliers et des milliers de manifestants se sont rassemblés depuis hier soir sur la place Tien An-men appuyant ainsi la ligne prolétarienne du président Mao contre le courant déviationniste de droite.

Voici des extraits d'une dépêche écrite par des correspondants ouvriers-paysans-soldats et des reporters du « Renmin Ribao ».

Au cours de cette première semaine du mois d'avril, la place Tien An-men dans la capitale, a été le théâtre d'un incident politique contre-révolutionnaire qu'une poignée d'ennemis de classe a créé, avec préméditation, suivant un plan déterminé et d'une façon organisée, sous prétexte de rendre hommage à la mémoire du premier ministre Chou En-lai à l'occasion de la fête des morts. Ils ont délibérément prononcé des discours réactionnaires, placardé des poèmes et des slogans réactionnaires, distribué des tracts réactionnaires et incité à la formation d'organisations contre-révolutionnaires.

Dans un langage contre-révolutionnaire, tantôt voilé tantôt sans fard, ils ont crié avec frénésie que « d'époque de l'empereur Che Houang-ti des Ts'in est révolue », proclamé ouvertement leur soutien à Teng Siao-ping, et, comme des forcenés, ils ont dirigé le fer de lance contre le président Mao, notre grand dirigeant, afin de diviser le Comité central du parti ayant à sa tête le président Mao, ce dans la vaine tentative de détourner de son orientation la lutte menée actuellement pour critiquer Teng Siao-ping et riposter au vent déviationniste de droite qui remet en cause les conclusions justes ; en bref,

ils se sont livrés à des activités contre-révolutionnaires.

Le 5 avril, ces activités contre-révolutionnaires ont atteint leur apogée. Vers huit heures, une voiture de propagande du bureau de la sécurité publique de la municipalité de Pékin a été lapidée ; après neuf heures, une foule de plus de 10 000 personnes se pressait à l'entrée du palais de l'Assemblée populaire ; au moment où

(Suite page 2)

Renault-Billancourt

Occupation des fonderies

Mercredi matin, le même scénario que la veille s'est déroulé : la maîtrise a cherché à faire redémarrer les chaînes mais, cette fois, en amenant des intérimaires.

Aussitôt, les mêmes ateliers que la veille : mode-lage-métal, 60, RMO, 54, débrayaient, suivis dans l'action par le 12 (presses). Les ouvriers des fonderies aluminium décidaient eux-aussi la grève illimitée.

Mercredi après-midi, à 14 h, les ouvriers des chaînes de montage de l'Ile Seguin et du Bas-Meudon rejoignaient leurs camarades.

Les chaînes s'arrêtaient puisque tout le monde était assis dessus, et l'occupation de l'atelier fut décidée.

Mais les révisionnistes s'inquiètent ; eux qui pleurent pour obtenir « des négociations sérieuses », eux qui se sentent obligés d'excuser les agents de maîtrise qui acceptent le rôle de jaunes. Mercredi matin dans leur tract, ils parlaient de « malheureux, très malheureux otages, qui étaient victimes

du travail idéologique que la direction avait entrepris à leur égard ».

A en croire ces maîtres sont les briseurs de grève.

Mais nous, nous préférons citer l'exemple des régulateurs des ateliers alentours qui ont refusé de remplir ce rôle de jaunes, et qui se sont joints aux grévistes, ainsi que quelques chefs d'équipe.

Autre fait : aujourd'hui, c'était le jour de la paye pour les fondeurs. D'ordinaire, on la reçoit aux yeux et aux sus de tous, mais ce matin, chacun fut appelé à tour de rôle dans un bureau pour se trouver face à un espèce de tribunal, composé de la maîtrise, qui posait un véritable réquisitoire et essayait de décourager chacun de continuer la grève. Mais les premiers travailleurs avertirent immédiatement les autres et tous imposaient que les payes soient données devant les délégués et d'autres travailleurs.

Etudiants : l'action se renforce

La journée de mercredi a vu les luttes étudiantes prendre une nouvelle ampleur. Dans plusieurs villes, les étudiants ont eu recours à la violence révolutionnaire de masse.

A Toulouse, alors que le recteur Chalin inaugurerait une annexe de la bibliothèque municipale à proximité du campus universitaire, les étudiants en grève ont décidé d'aller lui demander des explications à la suite de l'inculpation dont il est responsable de deux membres du comité de grève. Leur but était de le faire venir devant l'Assemblée générale des étudiants afin qu'il s'explique. Voyant les étudiants arriver, le monsieur devait s'enfuir à toutes jambes, poursuivi par les étudiants. Alors qu'il était entouré par les étudiants, des flics en civil arrivaient et tentaient de le dégager. L'un d'eux devait sortir son arme. Aussitôt, les étudiants se précipitaient sur les flics qui s'enfuyaient en débandade. Trois d'entre eux étaient blessés et leur camionnettes endommagées. Les CRS arrivaient alors à la rescousse et chargeaient les étudiants qui se repliaient. Aucun étudiant n'était arrêté.

A Villetaneuse, dans la soirée, c'est le président de l'université, le révisionniste Joséfowicz, qui a été séquestré par plusieurs centaines d'étudiants après qu'il ait fait couper l'électricité pour interrompre une réunion des étudiants. Un forum des luttes doit se tenir samedi à Villetaneuse avec des travailleurs de la région. L'UD CGT de la Seine-St-Denis a tenu à faire savoir mercredi soir, dans un communiqué, qu'elle n'y participerait pas. Elle compatit aux malheurs de son compère Joséfowicz.

A Grenoble, les étudiants ont dressé

des barricades dans la matinée pour barrer la Nationale 523, à la hauteur du campus universitaire. Les CRS sont intervenus en début d'après-midi et une deuxième barricade a été dressée dans le campus universitaire afin d'en interdire l'accès à la police.

A Brest, le train Paris-Brest a été bloqué en gare et des inscriptions témoignant notamment de la solidarité des étudiants avec les cheminots ont été faites sur les wagons.

A Lille, environ 2 000 étudiants ont envahi la place du général De Gaulle, où se trouvait RTL. Ils ont lu en direct un communiqué. A Aix-en-Provence, environ 2 000 étudiants également ont manifesté. A Bordeaux, le recteur a fait fermer un CET à la suite de la grève décidée par plusieurs centaines d'élèves.

Comme on peut en juger, la détermination des étudiants en lutte ne cesse de grandir. On peut noter trois caractéristiques actuelles du mouvement étudiant. Comme les ouvriers, les étudiants utilisent la séquestration contre leurs ennemis, ont recours à la violence révolutionnaire de masse pour faire aboutir leur lutte, pour faire face aux forces de répression. De plus en plus ils s'affrontent aux révisionnistes comme à des ennemis déclarés.

Enfin, de multiples initiatives ont lieu et se préparent pour réaliser l'union avec les travailleurs en lutte.

Trois tendances qui vont s'affirmer de plus en plus nettement.

Des lois scelerates adoptées au Conseil des ministres

Le gouvernement vient d'adopter différents projets de loi visant à préparer la répression contre le mouvement révolutionnaire des masses. Dans le même temps, des projets circulent au ministère de l'Intérieur prévoyant le recours à l'état d'exception (voir page 3). Tout cela témoigne d'un fait : la bourgeoisie a peur. Et c'est bien pour cela qu'elle met en place un arsenal répressif. De fait, la situation actuelle en France se caractérise par un développement de plus en plus puissant de la lutte des masses contre l'exploitation et l'oppression capitaliste. Les luttes de la classe ouvrière atteignent une ampleur inégalée depuis longtemps. Aux licenciements massifs les ouvriers répondent par les occupations d'usines.

Les petits paysans développent leurs luttes contre la baisse continue de leurs revenus. Les étudiants se battent contre le chômage et contre une université destinée à former des cadres dociles du capital. Réduite au chômage, la jeunesse se dresse contre le capitalisme.

La bourgeoisie sent venir le moment où toutes les luttes, aujourd'hui isolées, les unes des autres, convergeront dans le même sens. Cette aspiration à la lutte unie contre le capitalisme grandit parmi les masses. On reparle de plus en plus souvent de Mai 68. Chez les travailleurs. Et également dans les rangs de la bourgeoisie.

Mais bien des choses ont changé depuis huit ans.

A deux reprises, en Corse et à Montredon, les masses ont répondu par les armes aux agressions policières. Pourquoi faudrait-il donc toujours que des ouvriers, des paysans soient blessés, tués même sans qu'une juste violence, celle des masses, s'oppose à celle du capital ? Cette idée, déjà entrée dans les faits, commence à faire son chemin. Dans les luttes ouvrières, paysannes, étudiantes, la violence des masses se fait de plus en plus fréquente. Face à un ennemi de classe implacable on a raison d'être implacable. Il est juste de séquestrer les patrons qui licencient, qui imposent les bas salaires, qui n'ont que mépris pour les travailleurs. Il est juste de s'en prendre aux biens des trafiquants qui s'engraissent de la sueur des petits paysans.

Pékin, 7 avril 1976 (Chine nouvelle)

Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur l'accession du camarade Houa Kouo-feng aux fonctions de premier vice-président du Comité central du Parti communiste chinois et de premier ministre du Conseil des Affaires d'État de la République populaire de Chine.

Sur proposition du président Mao, notre grand dirigeant, le Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois a approuvé à l'unanimité l'accession du camarade Houa Kouo-feng aux fonctions de premier vice-président du Comité central du Parti communiste chinois et de premier ministre du Conseil des Affaires d'État de la République populaire de Chine.

Le Comité central
du Parti communiste chinois
Le 7 avril 1976

Pékin, 7 avril 1976 (Chine nouvelle).

Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur la destitution de Teng Siao-ping de toutes ses fonctions au sein comme en dehors du parti.

Le Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, après discussion sur l'incident contre-révolutionnaire qui s'est produit sur la place Tien An-men et du comportement adopté ces derniers temps par Teng Siao-ping, estime que le cas Teng Siao-ping a déjà changé de nature pour devenir une contradiction antagoniste. Sur proposition du président Mao, notre grand dirigeant, le Bureau politique a approuvé à l'unanimité la destitution de Teng Siao-ping de toutes ses fonctions au sein comme en dehors du parti, et le maintien de sa qualité de membre du parti aux fins d'observation.

Le Comité central
du Parti communiste chinois
le 7 avril 1976

Pékin : Destitution de Teng Siao-ping

L'INCIDENT CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE LA PLACE TIEN AN-MEN

Suite de la page une.

elle était la plus dense, il devait y avoir, selon toutes estimations, plus de 100 000 personnes. Hormis un tout petit nombre d'éléments nuisibles, auteurs de l'incident, cette foule était, dans son écrasante majorité, formée de passants attirés par ce qui se passait.

Une dizaine de jeunes furent encerclés et frappés par les éléments en question : la tête boursofflée, le visage tuméfié, ils dégoulinèrent de sang. Les nerfs, fauteurs de trouble criaient : « A mort ! A mort ! » Un combattant de la garde voulut s'interposer, ces tribulations lui arrachèrent aussitôt ses pattes de col et l'étoile de sa casquette, lui déchirèrent ses vêtements et le frappèrent au visage ; il eut bientôt la tête en sang.

Mais les brutes déchainées criaient : « Essayez donc de mettre fin à un spectacle comme ça, il n'y en a pas au Comité central qui en soit capable, et s'il en vient un, il ne pourra se tirer de la fournaise ! » L'ardeur belliqueuse de ces contre-révolutionnaires était à son comble. Vivement indignés, beaucoup de gens ont dit : « Depuis la Libération, la place Tien An-men a toujours été l'endroit où le président Mao, notre grand dirigeant, passe en revue les défilés des masses révolutionnaires. On ne peut tolérer un tel incident contre-révolutionnaire. » Pour défendre le Palais de l'Assemblée populaire nationale, une colonne de milice ouvrière, forte de plusieurs centaines d'hommes, s'engagea sous le péristyle du palais. Elle fut sectionnée en plusieurs tronçons par les fauteurs de troubles. Ceux-ci criaient sans arrêt comme des forcenés des slogans réactionnaires.

A 11 heures 5 mn, une foule de gens se sont précipités vers le musée d'histoire de Chine, à l'est de la place Tien An-men. Devant le musée, une camarade essaya de s'interposer ; elle fut aussitôt tirée à l'écart et frappée.

A midi 30, afin de défendre l'édifice utilisé par l'Armée de Libération, les combattants de la garde en faction sur la place Tien An-men se sont avancés en bon ordre dans cette direction. Les fauteurs de troubles se livrèrent alors à l'agitation en criant : « Les soldats du peuple sont aux côtés du peuple ». « La crédulité n'est pas un crime. »

Dans l'après-midi, les activités de sabotage menées par cette poignée de contre-révolutionnaires gagnèrent en recrudescence. Ils incendièrent des camions qui transportaient de l'eau et de la nourriture pour les ouvriers miliciens en fonction et des voitures du service de la sécurité publique, en tout 4 véhicules. Vers 17 heures, cette bande de forcenés fit de nouveau irruption dans le bâtiment. Ils emmenèrent les sentinelles qui se trouvaient à l'entrée en les frappant brutalement. Ils forcèrent les fenêtres du rez-de-chaussée et mirent à sac les locaux.

Les larges masses révolutionnaires éprouvent une haine très vive pour les auteurs de cet incident politique contre-révolutionnaire. Or, cette poignée de triblions jubilaient, on les entendait dire : « Ça, c'est la force des masses ». Et d'ajouter avec arrogance : « Maintenant, personne n'y peut plus rien, même l'envoi d'un régiment ou d'une armée, ça ne servirait à rien ». Etc. L'ardeur belliqueuse de ces réactionnaires était à son comble.

Mais le jour où les contre-révolutionnaires se déchainent, c'est précisément le jour où ils courent à leur perte. Ils sont extrêmement isolés et impopulaires. Ainsi, alors même que ces éléments indésirables créaient des incidents, se livraient à des violences et commettaient des méfaits, alors qu'ils pro-

voquaient des troubles et se livraient au sabotage, beaucoup de révolutionnaires sortirent courageusement de la foule pour stigmatiser leurs agissements contre-révolutionnaires et lutter contre eux. Les ouvriers miliciens de la capitale, les agents de la police populaire et les combattants de la garde ainsi que les masses révolutionnaires qui se trouvaient sur les lieux, luttèrent courageusement en conjuguant étroitement leurs efforts afin de défendre par des actions concrètes le président Mao, le Comité central du Parti, la ligne révolutionnaire du président Mao et la grande capitale de la patrie socialiste.

A 2 h 30, sur l'ordre du Comité révolutionnaire de la municipalité de Pékin, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers miliciens de la capitale, en coordination

avec des agents de la police populaire et des combattants de la garde, eurent recours à des mesures énergiques pour appliquer la dictature du prolétariat. Formés en rangs, d'héroïques miliciens de la milice populaire de la capitale, animés d'un moral magnifique, pénétrèrent fièrement sur la place Tien An-men où ils ripostèrent vigoureusement. Ils encerclèrent les factieux qui cherchaient encore à commettre des méfaits et à provoquer des troubles autour du monument aux héros du peuple. Les larges masses révolutionnaires applaudissent de tout cœur et la population de toute la ville soutient avec enthousiasme et salue unanimement cette action révolutionnaire entreprise par les ouvriers miliciens de la capitale, la police populaire et les combattants de la garde.

CAMBODGE

Le bilan des crimes US

Dans le cadre des préparatifs de cérémonies commémoratives de la libération du pays, le 17 avril prochain, le ministre de l'Information du Cambodge démocratique a rendu publique la liste des crimes innombrables et odieux commis par l'impérialisme US pour tenter de mettre le Cambodge à genoux et de lui dicter sa loi.

Le nombre des tués s'éleva au chiffre énorme de 800 000. 400 000 dans la zone libérée, principalement du fait des bombardements massifs des B 52, 400 000 dans les zones que contrôlait encore l'ennemi.

On compte 200 000 invalides, dont 40 000 ont perdu toute aptitude au travail.

de 90 à 100 %, loin du front ils l'ont été de 40 à 50 %.

La faune aquatique a subi de lourdes pertes du fait des bombardements des impérialistes US et de nombreuses espèces de poissons ont totalement disparu.

Plus de 25 villes, chefs lieux de districts et agglomérations importantes ont

immenses sont les sacrifices consentis par les ouvriers, les paysans, les soldats révolutionnaires du Cambodge pour reconquérir leur indépendance et leur souveraineté. Mais immense aussi est l'espoir que suscite pour tous les peuples du monde l'exemple de leur courage et de leur détermination qui leur ont permis de résister



Tout le peuple mobilisé pour lever le pays des ruines laissées par l'impérialisme US.

Les usines, les entreprises et plantations situées près du front ont été détruites à plus de 80 %. Les plantations d'hévéas à 65 ou 70 %.

Les ponts, les voies de communication, les routes stratégiques comme les routes nationales Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 13 ont été détruites de 70 à 80 %, les ports de 50 à 60 %, les voies ferrées à 80 %.

Les villages situés près du front ont été détruits

été réduits en cendre, rayés de la carte.

Plus de la moitié du cheptel, source de revenus importants pour le peuple a été tué.

Le territoire du Cambodge tout entier est criblé de larges cratères de bombes, les forêts brûlées au napalm.

Immenses sont les destructions causées à la nation et au peuple du Cambodge par les impérialistes américains et leurs valets,

puis de vaincre l'agression de la superpuissance américaine et la complicité de la superpuissance soviétique, par leurs propres forces.

Au-delà de ce bilan impressionnant de destructions criminelles, c'est avec un bilan tout aussi impressionnant de reconstruction et de succès dans le domaine de la production et du relèvement économique du pays que le peuple cambodgien se prépare à fêter le premier anniversaire de sa libération totale et définitive.



OTAN : REUNIONS TOUS AZIMUTS

Les hauts responsables de l'Alliance atlantique tiendront, dans la première quinzaine de juin, à Bruxelles, une série de réunions consacrées à l'examen des questions militaires.

La réunion ministérielle de l'«Euro-groupe» (les pays européens de l'Alliance, moins la France, l'Islande et le Portugal) aura lieu le 9 juin.

La réunion des ministres de la Défense siégeant au «Comité des plans de défense» (les pays de l'alliance moins la France) se tiendra les 10 et 11 juin. Ces mêmes ministres se retrouveront les 14 et 15 juin pour la session du «groupe des plans nucléaires» dans lequel la France, l'Islande et le Luxembourg ne sont jamais représentés.

Il semble que la récente déclaration du secrétaire général de l'ONU selon laquelle le danger d'une guerre nucléaire se rapproche, soit prise au sérieux dans les milieux de l'OTAN.

L'URSS NE CONNAIT PAS LA GÉOGRAPHIE

Décidément l'Union soviétique a une vision curieuse de sa situation géographique. Elle s'affirme «puissance européenne» pour imposer sa présence et son diktat dans toutes les instances internationales européennes. Elle se revendique «puissance méditerranéenne», alors qu'aucune de ses côtes n'est baignée par la Méditerranée, pour justifier la présence de sa flotte de guerre dans ces eaux ; et voilà maintenant qu'elle se déclare «puissance asiatique» pour revendiquer d'être partie prenante au traité de télécommunications Asie-Pacifique, à la 32ème session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Il lui a été vertement répliqué par le secrétaire de la commission qu'elle n'avait pas sa place dans ce traité.

ITALIE : CRISE LARVÉE

La menace de crise se précise en Italie où la situation évolue lentement, dans la plus grande confusion, vers des élections législatives anticipées.

La proposition d'un «Programme commun d'urgence» incluant le PCI, avancée par le secrétaire général du Parti socialiste, s'est, pour l'instant, soldée par un échec.

Le débat au parlement sur l'avortement a été escamoté avec l'accord général de tous les partis politiques bourgeois, y compris révisionniste, de peur qu'il conduise à une précipitation de la crise politique. Pendant ce temps, le chaos économique se développe dans le pays.

R.F.A. : PÉTITION EN FAVEUR DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URSS

L'ambassade d'URSS et la représentation permanente de RDA en Allemagne fédérale ont refusé mardi à Bonn d'accepter une pétition signée par 4 000 personnes, réclamant la libération des prisonniers politiques en URSS et en RDA.

Ces signataires ont été rassemblés par des militants de la société des droits de l'homme qui ont commencé une grève de la faim depuis plusieurs jours pour protester contre la violation des droits de l'homme dans le monde, notamment en URSS, dans les pays de l'Est et au Chili.

nouvelles intérieures

Adoptés mercredi par le Conseil des ministres

DES PROJETS SCELERATS

Le conseil des ministres a adopté mercredi plusieurs projets de loi de caractère fascisant. Ceux-ci avaient été adoptés dernièrement par le Conseil d'Etat.

Ces projets prévoient notamment la possibilité pour tout flic de pouvoir livrer à la fouille des véhicules. L'utilisation qui pourra en être faite est claire. Rien ne pourra empêcher la police de fouiller les voitures de travailleurs en grève, de syndicalistes, de révolutionnaires. Rien ne pourra l'empêcher de le faire à la fin de réunions ou de meetings, d'examiner les documents transportés dans un véhicule. Toute personne qui s'opposera à la fouille de son véhicule pourra être condamnée à une peine de prison.

Un deuxième projet de loi prévoit de lourdes peines de prison pour le transport d'armes. A ce sujet, il faut rappeler que, selon ses intérêts, la bourgeoisie a une conception très large de la notion d'armes. Moyen commode pour pouvoir faire condamner tel gréviste qui transportera dans le coffre de sa voiture, un objet pouvant servir d'arme. Un manche de pioche par exemple.

La bourgeoisie est hantée également par le souvenir de la résistance armée que les viticulteurs ont opposée

aux CRS à Montredon. Elle veut que la police puisse être sûre de réprimer le peuple sans danger. Tous les pouvoirs ayant peur du peuple lui ont interdit d'avoir des armes et ont eu recours à des mesures répressives pour cela.

Un autre projet de loi prévoit l'extension de la notion d'association de malfaiteurs afin de condamner l'intention «de réaliser un crime». C'est là une loi d'essence fasciste. On peut en effet attribuer bien des intentions à ceux que l'on veut jeter en prison. La bourgeoisie peut appeler «crimes» bien des actes qui portent atteinte à ses intérêts. Ainsi une réunion de travailleurs pour préparer la séquestration d'un patron pourra être qualifiée d'association de malfaiteurs. De plus, les témoignages de n'importe quel provocateur pourront permettre à la bourgeoisie, d'accuser telle association d'avoir l'intention de préparer un crime. Pour jeter des gens en prison, on pourra dire qu'ils avaient l'intention de préparer un crime.

Un autre projet de loi retenu par le conseil d'Etat

ne l'a pas été par le conseil des ministres, du moins, pas toute de suite. Il s'agit de la possibilité pour les flics d'embarquer au commissariat qui ils veulent sous prétexte de contrôle d'identité et de le garder aussi longtemps que nécessaire dans ce but. Ce temps peut être bien long si la police le décide. Il s'agit en fait d'une extension de la garde

à vue. Mais ce projet étant trop grossier et ayant déjà suscité de nombreuses protestations, le conseil des ministres a décidé de manœuvrer. Un nouveau projet sera soumis prochainement au conseil des ministres «dans un texte pénal plus élaboré que le projet initial» déclarait-on au ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'arriver au même but mais moins ouvertement.

Fourcade et les responsables professionnels s'entendent sur le dos des petits viticulteurs

Dans l'après-midi de mercredi, Fourcade et Bonnet, ministres des Finances et de l'Agriculture devaient recevoir les grands pontes de la viticulture, à savoir Benet, président de la Fédération des associations viticoles, Guizard, président de la chambre d'agriculture de l'Hérault, Maffre-Bauge, président de la Fédération des vins de table et Verdale, président des caves coopératives, et pour les organisations à vocation générale, de M. Guillaume, secrétaire général de la Fédération

nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Y était-il question des difficultés importantes des petits viticulteurs du Midi ? Non, point, il était question des grands problèmes qui concernent à la fois les monopoles du vin (transformation et commercialisation, etc.) et les gros producteurs pour trouver quelques compromis entre leurs intérêts capitalistes momentanément en contradiction.

Bien sûr, il n'a pas été question de frapper ni les monopoles du vin, le négoce, ni les gros producteurs, sinon que l'on a évoqué un projet de loi «réglementant l'exercice de la profession de négociant en vin».

Au contraire, la mise en place de l'office du vin annoncé au journal officiel de jeudi ne sera qu'un organisme bureaucratique qui ne réglera rien si ce n'est quelques questions ayant trait au marché du vin intéressant les gros capitalistes du négoce ou de la production viticole.

Evidemment, le ministre des Finances a annoncé quelques miettes pour faire passer la couleuvre et empêcher à tout prix un nouvel essor de la lutte des petits. Il s'agit notamment d'une aide pour les viticulteurs ayant des difficultés de trésorerie.

Ne donnant pas satisfaction quant au fond aux revendications légitimes des petits viticulteurs du Midi, ceux-ci n'auront d'autre recours que de repasser à l'action violente contre le négoce et ceux qui le protègent, comme ceux qui ont arraché 300 000 pieds de vigne à un riche négociant dans la nuit de lundi à mardi, négociant connu pour ses trafics entre vins de différentes régions françaises.

Un projet du ministère de l'Intérieur

DES PREPARATIFS FASCISANTS

On s'agit beaucoup ces temps-ci dans les services du ministère de l'Intérieur. La bourgeoisie prépare son arsenal répressif en révision d'un mouvement révolutionnaire de masse. C'est ce que montre entre autres un projet du ministère de l'Intérieur prévoyant les modalités d'application de l'état d'exception.

Ce projet note d'abord des «insuffisances» contenues dans les textes actuels portant sur l'état d'urgence et l'état de siège.

Le projet se plaint du fait que les états de siège et d'urgence ne peuvent être proclamés qu'en cas de «périls imminents». Il s'agirait donc de pouvoir y recourir avant même que le pouvoir de la bourgeoisie soit menacé directement.

Parmi les «insuffisances» le projet indique encore que lorsque l'état de siège n'est pas appliqué en période de guerre étrangère, les transferts de compétence des juridictions sont restrictifs. Ce qui en clair signifie que

les tribunaux militaires ne peuvent pas juger des civils. Le projet veut y remédier. L'état de siège ne permet pas non plus la réquisition des travailleurs. Il faut changer cela aussi.

Autre défaut, les textes actuels ne permettent pas l'application de l'état d'urgence pour une durée indéterminée.

Il propose donc des «remèdes». Il s'agit en particulier de supprimer les différences entre l'état de siège (prévu notamment en cas de guerre étrangère) et l'état d'urgence (en cas d'atteintes graves à l'ordre public). Le système porterait le nom d'état d'exception. Il prévoit notamment un renforcement des mesures de l'état d'urgence. Le projet indique notamment que :

«L'état d'urgence renforcé permettrait d'établir :

»- La censure postale, téléphonique, télégraphique, cinématographique.

»- L'internement administratif.

»- La mutation ou la sus-

pension de tout fonctionnaire ou agent de l'Etat dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité publique.»

La seule différence entre l'état de siège et l'état d'urgence est que l'application de ce dernier serait de la compétence de «civils». Le premier étant appliqué par les autorités militaires. Le projet déclare encore qu'une «disposition particulièrement importante est celle qui ouvrirait le droit d'usage des armes aux personnels de police en uniforme et aux personnels des forces armées chargées de mission de police et de maintien de l'ordre». Ce qui rendrait légales les exécutions sommaires.

Il s'agit donc tout simplement de rendre légal le recours au fascisme. Une preuve supplémentaire que la bourgeoisie ne reculera devant aucun moyen pour défendre ses intérêts contre les travailleurs. Elle veut être prête à pouvoir recourir à la terreur ouverte.

Les gangsters ? Cherchez-les du côté du pouvoir

«Sécurité des Français», c'est sous ce prétexte que le gouvernement a adopté en conseil des ministres différentes mesures fascisantes. L'une d'entre elles prévoit que les flics pourront désormais procéder à la fouille des véhicules. Prétexte invoqué : s'opposer au trafic d'armes et au banditisme. Prétexte grossier lorsqu'on sait que les grands trafiquants d'armes et les associations de malfaiteurs sont liés aux partis au pouvoir. Citons à titre d'exemple les auteurs de l'enlèvement du PDG Hazan, anciens membres du service d'ordre de Giscard d'Estaing. Voici également un témoignage parmi bien d'autres, extrait de l'ouvrage «B comme barbouzes», mettant en cause, celui-là, le service d'action civique (SAC), groupe fasciste lié à l'UDR.

Tout cela démontre que la «lutte contre le banditisme» n'est qu'une façade pour mettre en place des mesures destinées à être utilisées contre le mouvement révolutionnaire des masses. Le banditisme, quant à lui, prospère à l'ombre du pouvoir. C'est là que la bourgeoisie recrute ses hommes de main.

«En 1970, un dirigeant lyonnais du SAC, Paul Arditi, mi-affairiste, mi-truand, prend contact — de façon tout à fait fortuite d'ailleurs — avec un agent commercial tchécoslovaque, représentant en Suisse la centrale Omnipol. Cette firme d'Etat est spécialisée dans les exportations d'armes et livre dans tous les coins du monde le matériel comman-

dé. Un seul critère : la solvabilité du client ! Le choix du chef régional du SAC se porte sur des pistolets mitrailleurs ZK 466 de calibre 9mm, non utilisés d'ailleurs par l'armée tchèque, fabriqués spécialement pour l'exportation, et sur des pistolets automatiques 9mm, modèle 47. L'acheteur français aurait préféré acheter des CZ 52, plus efficaces, mais doit y renoncer car la munition de 7,62 mm utilisée est trop peu répandue en France.

«La commande porte sur une quantité importante puisque le transport par la route de Strasbourg à Paris en novembre 1970 nécessite l'utilisation de deux camions. Le règlement — 50 % à la commande, 50 % à la livraison — s'opère par l'intermédiaire du compte numéro 789 ouvert près la Kommerzbank AG, Limmatquai, 2 à Zürich, et actuellement domiciliée Bahnhofstrasse, 79 dans la même ville. Ce numéro de compte est très important car on le retrouve dans des transactions d'un tout autre type. Le transfert de marchandises s'effectue par camions internationaux TIR de Belgrade à Strasbourg via Trieste-Milan-Chiasso et Bâle. L'utilisation de camions TIR, plombés par la douane mais dont la cargaison est accessible par un sas secret situé derrière le siège du conducteur ou en un autre point, est classique dans les activités clandestines. De Strasbourg à Paris, des «compagnons» se chargent du convoi et de la répartition.»

INTERVENTION POLICIERE A LA CHAILOTINE (CORLAY-COTES-DU-NORD)

Il y a une quinzaine de jours, les chauffeurs de l'entreprise, suivis rapidement par environ la moitié des 70 salariés se mettaient en grève (avec piquet) pour faire réembaucher un des leurs qui avait été licencié arbitrairement. Le patron refuse la moindre implantation syndicale. Mardi matin les flics sont venus déloger les grévistes.

ARRACHER**LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME**

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



Massey-Ferguson (Marquettes-les-Lille)

UNITE ET SOLIDARITE PROLETARIENNE

A l'usine Massey-Ferguson de Marquette, les ouvriers continuent leur grève, entamée le 25 mars. Le 31, 150 travailleurs se sont rendus à Beauvais pour rencontrer les travailleurs d'une autre usine du trust canadien, ainsi qu'au siège

Vendredi dernier, un cortège de plus de 20 voitures s'est rendu chez Desombre* et les représentants des deux usines ont expliqué dans une atmosphère d'unité prolétarienne le sens de leurs luttes respectives, tandis qu'un responsable de l'UL CFDT rappelait les nombreuses luttes en cours dans la région (voir HR No 460). Les travailleuses de chez Desombre sont allés ce mercredi, vendre leur production de chemises. D'autre part, les camarades allemands travaillant dans le trust ont envoyé un télégramme indiquant : «*Nous suivons les informations sur votre lutte et nous vous assurons de notre solidarité.*»

Cependant, les dirigeants de la CGT s'efforcent de miner la combativité des travailleurs : lundi matin, en effet, la CFDT proposait d'occuper massivement le parc d'expédition afin d'empêcher le départ du stock de machines. Le lundi midi, le comité exécutif CGT répond «qu'il n'est pas contre mais que ce sera très difficile... Bref, il faut baisser les bras !»

Cela n'empêche que les travailleurs veulent se donner les moyens de faire céder le trust et ne sont pas décidés à s'arrêter en chemin.

LES REVENDECTIONS

Un autre point sur lequel les travailleurs devront exercer leur vigilance : les revendications. Car le cadre des revendications : «classifications, salaires, réduction du temps de travail» est suffisamment flou pour permettre des basses manœuvres sur le dos des ouvriers. Aujourd'hui, IL Y A DEUX VOIES BIEN NETTES.

Sur les classifications

La CGT, majoritaire, a proposé bien entendu sa grille «de l'OS à l'ingénieur» et l'a fait voter en assemblée générale. La CFDT-Massey proposait à l'origine, la qualification P1 pour tous, mais elle s'est

ralliée «par unité» à la proposition CGT. Pourtant il est clair que la grille CGT ne va pas du tout dans le sens d'une restriction de la hiérarchie capitaliste, que demande souvent la CFDT, et que souhaitent au fond la majorité des travailleurs.

Sur les salaires

La CFDT avance la revendication d'une augmentation égale pour tous de 400 F. Cette juste revendication recueille de l'écho parmi l'ensemble des syndiqués CGT et CFDT, et même certains délégués CGT. Mais cela ne plaît pas à d'autres délégués CGT, membres du PCF.

Encore une fois par opportunisme et par suivisme, la CFDT a accepté de se battre simplement sur des «augmentations de salaires» sans en préciser le montant. Alors que dans un communiqué de presse, elle indiquait : «D'après les chiffres tirés du bilan, on s'aperçoit qu'en 7 ans, tandis que les prix ont augmenté de 82 %, les salaires ouvriers ont été augmentés de 73 %, ceux des cadres ont été augmentés de 104 % !»

Beaucoup de travailleurs nous confient : «On ne veut pas faire grève pour que ce soit les cadres qui en profitent !»

Sur le temps de travail

Un tract CGT demande «l'application d'une nouvelle étape dans la réduction du temps de travail». La CFDT demande fort justement : «40 heures payées 48».

En quémandant des négociations sur «la réduction du temps de travail» (sans préciser) ne permet-on pas la négociation d'un accord au rabais ?

Alors, est-il juste de vouloir «rassembler tout le monde derrière l'imprécision des revendications», comme le dit un tract de la CFDT ?

Nous, marxistes-léninistes, disons que c'est s'allier complètement derrière les dirigeants de la CGT et leur permettre de négocier un accord tournant le dos aux intérêts des travailleurs.

social, à Plessis-Robinson. Là, la direction n'a accepté de ne recevoir qu'une délégation. Ce à quoi les ouvriers ont répondu : «La délégation est constituée, nous sommes 150 !», puis ils sont montés au 8^e étage, tandis que la direction se terrait dans ses bureaux.

L'unité à réaliser, ce n'est pas l'unité à tout prix sur les propositions de la direction CGT, mais l'unité sur la base des intérêts de classe des travailleurs : *unité à la base*

et dans l'action sur des revendications justes !

Correspondant H.R.

* Desombre (Fives-Lille) : chemiserie occupée par les ouvrières depuis septembre 75.

Institut français du pétrole (Rueil)

LES CADRES PCF-CGT JUGENT LE TRAVAIL MANUEL

L'Institut français du pétrole (IFP) est un établissement d'État, consacré à la recherche et aux développements des techniques de l'industrie pétrolière, depuis forage jusqu'aux procédés de raffinage.

Il emploie à Rueil environ 1 200 personnes, dont 450 ingénieurs et cadres, 600 techniciens et employés, le reste étant des ouvriers qualifiés.

Les déplacements professionnels sont nombreux en France et à l'étranger et concernent des cadres et de plus en plus de non-cadres. Ces déplacements donnent lieu à des compensations financières proportionnelles au salaire de l'intéressé.

Récemment la direction a voulu modifier ces indemnités dans le sens d'une régression.

Les sections syndicales eurent des réactions diverses, la CFDT après quelques hésitations et de nombreuses discussions se prononçait pour l'égalité de tous pour toutes les indemnités ; la section CGT cadres dominée par la cellule du PCF allait-elle réagir vigoureusement à cette proposition CFDT qualifiée de démagogique et génératrice des pires illusions réformistes. En effet la section non-cadres de la CGT était dans l'ensemble plutôt favorable à la position CFDT.

UN MORCEAU DE BRAVOURE

Un des éminents dirigeants CGT-PCF qui a une responsabilité nationale dans la CGT, ingénieur en division géologie, pris donc sa plus belle plume pour convaincre les adhérents CGT, cadres réticents, de la justesse des indemnités en pourcentage ; nous n'en citerons ici que des extraits :

«Un exemple : une équipe géologique d'un cadre, trois techniciens et quelques ouvriers «locaux» équipée de trois Land Rover et au Sahara. Un véhicule

tombe en panne. C'est la même «tuile» pour toute l'équipe. Mais c'est le cadre qui prendra la responsabilité de décider :

— Si l'on continue avec un véhicule de moins (moins de matériel technique, moins d'eau, plus de risque en cas de panne).

— Si l'on passe du temps à essayer de réparer (temps perdu : dans une mission «lourde» c'est une grosse responsabilité).

Cela ce n'est que le niveau du responsable d'équipe. Le chef de mission, quant à lui, doit s'adapter à tous les retards et contre-temps des diverses équipes et «faire pour le mieux».

On voit donc à l'évidence sur cet exemple que : la MEME DIFFICULTÉ NATURELLE implique de la part du technicien, du cadre, du chef de mission, des attitudes et des responsabilités EN RAPPORT AVEC LEUR QUALIFICATION.

Poussons plus loin le raisonnement : même SANS INCIDENT PARTICULIER, que se passe-t-il au Sahara, lorsqu'il fait chaud et que les nuages de mouches vous entourent ?

Est-ce que le même environnement ne crée pas des difficultés plus grandes pour le géologue qui doit réfléchir, analyser, resituer ce qu'il voit par rapport à ce qu'il a vu hier, orienter la recherche que pour le technicien qui fait des mesures ou prélève des échantillons.

Le MEME ENVIRONNEMENT DIFFICILE se présente comme un obstacle PROPORTIONNEL A LA QUALIFICATION du mé-

la France des luttes



BRETONCELLES... DERNIERES NOUVELLES

Depuis le début de l'année, l'usine ex-Piron de Bretoncelles a été rachetée par Chevrier industriel «descendu de Paris». L'usine Piron est devenue usine Sodem, aujourd'hui 14 travailleurs, des 20 en lutte (qui se réunissaient régulièrement en AG), sont réembauchés dans l'usine ; 6 restent donc sur le pavé et pour la plupart d'entre eux, les délégués syndicaux.

Récemment les 6 travailleurs non réembauchés,

sont entrés dans l'usine à 8 h, pour occuper le bureau du directeur, et demander une rencontre avec Chevrier.

A 9 h 30, une trentaine de «gros bras» du comité de soutien à Chevrier (c'est-à-dire des commerçants, des gros paysans qui sont au conseil municipal, et qui ont entraîné des ouvriers dans cette action) sont arrivés pour «déloger» les travailleurs. Ceux-ci, munis de barres de fer ont convaincu rapidement les «gros bras» de déguerpir ; cuisante défaite pour ces derniers.

Correspondant H.R.

Bourgogne-Électronique (Dijon)

C'est pendant près d'une heure que les travailleurs de l'usine ont bloqué le train rapide le «Mistral» en gare de Dijon, alors qu'ils sont entrés dans leur quatrième semaine de grève. Cette action avait été décidée le jour-même en assemblée générale, pour populariser leur lutte et faire pression sur la direction au niveau national. Le patron est de taille puisqu'il s'agit du trust Thomson-CSF. Dans leur action ils ont eu le soutien des cheminots. Par ailleurs les collectes continuent dans la région : plus de 15 000 F ont déjà été rapportés.

Éts Transocéan (Brest) : Grève avec occupation contre les licenciements

Cette société — qui fabrique des vêtements féminins et prêt-à-porter — avait déposé son bilan le 26 février dernier et fut mise en liquidation judiciaire le 5 mars.

198 salariés y sont employés. Les conditions de travail y sont très dures : cadences, chronos, bas salaires, politique antisyndicale de la direction : utilisation du «syndicat» fasciste CFT (au printemps 71 des diffuseurs de tracts avaient été virés à coups de barre de fer !).

Déjà en mai 75, l'usine avait été occupée ; elle y est de nouveau depuis le 6 avril pour empêcher les licenciements.

DANS LA DROITE LIGNE DU 22^e CONGRES

L'abandon de la notion de dictature du prolétariat, notion théorique difficilement perçue des larges masses, trouve ici une illustration concrète éclatante. Il s'agit bien ici d'affirmer la direction des couches sociales petites bourgeoises que sont les cadres à travers la prédominance du travail intellectuel face au travail manuel. D'ailleurs il n'en va pas autrement en URSS, qui sert toujours de modèle de référence aux dirigeants du PCF, malgré les divergences secondaires sur les libertés.

Correspondant H.R.

ERRATUM

Dans la signature de l'article sur la STAN (HR No 465) s'est glissée une coquille. Il fallait lire en effet : Correspondant HR avec le délégué CGT (et non CFDT).

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



la France des luttes

Griffet (Marseille)

Les dirigeants révisionnistes veulent saboter le combat

Dans un tract, la section CFDT de Griffet dénonce vertement la pratique systématique de sabotage de leur lutte par la presse révisionniste de Marseille et les dirigeants CGT de l'Union départementale (UD).

Récemment, les sections syndicales de Griffet (CFDT CGT-CGC) tenaient une conférence de presse. Alors que les plumitifs de «la Marseillaise» n'ont pas daigné s'y rendre, le lendemain et le surlendemain, ils lancent dans leur feuille des attaques contre la CFDT et les rendent responsables de tous les maux ! Dans leur tract, la section CFDT rappelle les faits : «*Soyons précis : Jean-Noël Tassez, journalistes de la Marseillaise, dont l'enthousiasme moraliste n'a d'égal que son inexpérience, aurait sû s'il était venu que la déclaration de Lauzié* avait été approuvée par l'AG des travailleurs : c'est capital !*»

La CFDT indique - sur la question du sabotage - : «*Oui, chez Griffet on parle de saboter à la dernière limite ; le respect sacro-saint de l'outil de travail (si cher aux révisionnistes) est une vue de l'esprit, car, en régime capitaliste, on voit mal comment les moyens de production appartiendraient aux travailleurs...*»

Toujours sur la même question, quelle est la position de l'UD CGT ?

«*Elle demande aux travailleurs de rester digne et le ventre creux. Elle considère comme «partenaires» ceux qui sont nos ennemis. Elle oublie que les travailleurs du Parisien libéré CGT, ont saboté une rotative, qu'ils sabotent les étalages des marchands de journaux dans ce qu'ils appellent les opérations «rodéos» ; elle oublie que les travailleurs de Péchiney-Noguères ont laissé l'aluminium prendre corps avec les fours refroidis et que les Péchiney ont gagné !*»

«*Elle n'admet pas l'action résolument offensive*

quand il n'y a plus rien d'autre à faire».

La question de fond, porte bien entendu sur le contenu et la nature de ce qui est appelé «sabotage» ; il doit servir à développer la lutte, être approuvé par les masses et non coupé d'elles (ce qui est le cas dans certaines actions spectaculaires au Parisien libéré, où les dirigeants révisionnistes visent surtout à se faire de la publicité à bas compte). Il doit être bien clair qu'en régime capitaliste le prolétaire ne possède aucun moyen de production et cela tant que le système reste en place. Chez Griffet comme ailleurs, les ouvriers se battent contre les licenciements et pour gagner ils utilisent tous les moyens : alors que comme dit la CFDT : «*La CGT s'en fout des Griffet !*». De même en janvier 75 «*elle était contre la séquestration du patron et des syndicats, et nous avions à l'époque, et grâce à cela fait retarder les licenciements d'un mois ! (...)*»

«*Non seulement ils s'en foutent, mais en plus, ils nous demandent, quand par hasard ils viennent, de mourir les bras croisés !*»

Grève des bras croisés ou combat de classe et de masse, ce sont là bien sûr deux positions antagoniques. Les patrons ne cèdent que le couteau sous la gorge. La conclusion de la CFDT est claire : «*Seule la lutte résolue, offensive, sera payante. Venez nombreux apporter votre soutien aux Griffet.*»

* Délégué CFDT, qui fut le porte-parole de l'intersyndicale au cours de la conférence de presse.

Samedi 3 avril 76, à Rosporden (Finistère) (gros bourg près de Quimper) avait lieu une journée de solidarité avec les travailleurs d'une manufacture en lutte contre les licenciements

DONVAL-SA

Les travailleurs occupent leur usine depuis le 15 janvier. En effet, après un dépôt de bilan fin 75, ils ont reçu leurs lettres de licenciement début janvier (vers le 5/1/76).

Cette entreprise connaissait des difficultés financières depuis déjà 2 ans du fait de la crise capitaliste qui - comme à Fougères ou à Annonay - a profondément touché le secteur chaussure et tannerie.

Cette usine comptait 186 employés (cadres compris), certains ont retrouvé du boulot, mais 150 restent concernés par la lutte en cours. La moitié environ participe activement à l'occupation jour et nuit de leurs lieux de travail.

La journée de soutien était organisée par la section CFDT de la boîte.

Y participaient :

- des travailleurs d'Annonay qui ont retracé leur lutte (par interventions, film et brochure, le tout au nom de la CFDT)

- des travailleurs de Fougères qui diffusaient un tract sur la lutte dans la chaussure dans cette ville (CFDT)

- l'organisation Drapeau rouge (section de Brest) diffusait un tract de soutien à Transocéan-Brest (et appelant à lutter pour la dictature du prolétariat)

En alternance avec les interventions (dont le secrétaire de l'UD CFDT) passaient des chanteurs bretons du coin, ou des gens plus connus (Gweltaz, Servat, Gwernig).

Le soir s'est tenu un fest-noz avec simultanément projection de films.

A CONCARNEAU LUTTE DES MARINS PECHEURS CONTRE LES LICENCIEMENTS

Ceux-ci occupent un bateau de pêche dans le port,

pour en empêcher le départ, depuis le vendredi 2 avril. L'armateur voulait en effet licencier une partie de l'équipage pour embaucher plus tard, des marins africains.

Un meeting a eu lieu samedi 3 avril au port de pêche de Concarneau.

Le mouvement qui éclate aujourd'hui est la cristallisation du mécontentement des marins pêcheurs, qui s'étaient déjà mobilisés pour exprimer leurs revendications lors de la venue de Chirac dans la région.

AU RALLYE A QUIMPER (HYPERMARCHÉ)

Un mouvement de grève a éclaté vendredi 2 avril pour des questions de salaire.

Logement

Grenoble, cités HLM : après plusieurs mois de grève

UN PREMIER SUCCES

Trois quartiers HLM de Grenoble étaient en grève des loyers et des charges : Mistral (1 050 logements en grève depuis juillet 1975), Teisseire (1 300 logements en grève depuis avril 1974) et la Ville-neuve (ce dernier n'a pas cessé la grève, n'ayant pas obtenu satisfaction sur ses principales revendications).

La colère des habitants était grande contre les hausses successives de loyers qui touchent les familles de travailleurs qui consacrent déjà une part importante de leur salaire au logement, sans compter le chauffage qui atteint des sommes importantes en ayant parfois 18 degrés dans son appartement ! Pas d'isolation, pas de volets, des pertes énormes sur les réseaux de chauffage, tout cela bien sûr payé par les locataires !

Les trois quartiers s'étaient unifiés par la création d'un comité inter-quartier et par l'élaboration d'une plate-forme commune de revendications :

- Blocage des loyers au tarif de décembre 1974 pendant 2 ans ;
- Baisse du prix du chauffage de 35 % ;
- Travaux d'isolation thermique.

Chaque quartier gardait son autonomie, travaillant dans son association de quartier, mais les formes de luttes étaient identiques.

- Passage de l'information et prise de décisions en assemblées générales ;

- Porte-à-porte pour gagner de nouveaux grévistes ;

- Versement du loyer sur un compte bloqué, ouvert au nom de l'association de quartier.

LES REVISIONNISTES TENTENT DE DIVISER LES LOCATAIRES

Mais ces formes de luttes, se basant sur la plus large démocratie et la prise de décision par les grévistes eux-mêmes, n'étaient pas toujours très bien « admises » ou « comprises ».

Ainsi à Mistral, les habitants croyaient peu en la lutte collective car pendant longtemps ils avaient été dirigés par une union de quartier qui se limitait à des parlottes dans des rencontres de notables. Leur confiance était sapée et rompre l'isolement a été difficile. Certains craignaient beaucoup la répression, par exemple la suppression de l'allocation logement.

A Teisseire, nous nous sommes constamment heurtés au PCF qui s'est évertué à saboter le mouvement, à diviser les habitants, ne participant pas à la grève, calomniant l'association de quartier. Ils ont même essayé de créer une CNL (Comité national de locataires - révisionniste -) car ils voulaient essayer de prendre en main la lutte du quartier. Bien mal leur en a pris ! Les militants de l'association de quartier se sont rendus nombreux à leur réunion et ont dénoncé devant les habitants présents leur tentative de division des habitants et leur trahison les empêchant ainsi de créer leur comité. Se rendant compte de leur énorme erreur, ils ont réussi à introduire au sein de l'association l'un d'entre eux, qui jouant, le jeu, s'est mis à faire grève et à travailler dans la grève, espérant gagner ainsi la confiance des locataires.

Quant à l'attitude de la mairie, dite de «gôche» (socialiste) elle a été des plus méprisantes pour les grévistes. Nous avons notamment fait toute une étude sur le chauffage qui permettait de constater

d'importants gâchis tant au niveau de la gestion que des pertes de chauffage, remettant ainsi en question la gestion de la SDCVG.

Mais n'est-ce pas, la mairie étant actionnaire à 50 % dans cette société, comment nous, simples travailleurs, pouvions-nous prétendre que la société de chauffe (société d'économie mixte) faisait des bénéfices sur notre dos !

N'empêche ! Nous avons provoqué d'importants remous dans le Conseil d'administration de cette société, mettant sur la sellette le PDG.

Après 6 mois de lutte (1 an et demi pour Teisseire), l'Office public nous a fait des propositions :

- Travaux importants d'étanchéité et d'isolation sur le quartier Mistral.

- Pose de doubles vitrages sur les façades au nord ainsi que pour les bâtiments touchant l'autoroute (éh oui ! On n'avait pas hésité à construire une autoroute à 10 m des habitations ! Pensez ! Ce ne sont que des HLM).

Pour Teisseire, également importants travaux d'étanchéité et d'isolation notamment par la pose de volets : la moitié de la cité n'a pas de volets !

Sur les deux quartiers : - Engagement de réduire de 5 % pendant 5 ans la consommation de chauffage.

- Mise en place d'une étude qui permette une meilleure utilisation du réseau de chauffage.

Cette étude est financée par la société de chauffe.

POUR LES LUTTES A VENIR, RENFORCER L'UNITÉ DES HABITANTS

Pour nos deux quartiers, ces acquis prouvent que NOUS AVIONS RAISON DE NOUS BATTRE. Ces travaux représentent une victoire sur les HLM. Comme ont pu le dire certains habitants de Mistral «*Depuis 8 ans on n'avait rien fait sur la cité...*»

Mais cela ne répond qu'à une partie de nos revendications et tous les grévistes en sont bien conscients. Par exemple l'augmentation des loyers prévue en janvier a été maintenue, nous n'avons obtenu qu'une modulation des augmentations qui se traduit par 3 % d'augmentation pour certains et 8,5 % pour d'autres. Seulement, pour gagner sur les loyers, il nous aurait fallu un rapport de force important et la grève commençait à s'effriter, une partie des grévistes se décourageaient : «*On n'est trop peu nombreux !*»

Les habitants ont décidé d'arrêter la grève, mais ils restent vigilants : le protocole d'accord doit être respecté. Nous continuons l'action, unis, et nous essayons de regrouper encore plus d'habitants pour les luttes à venir.

Gare à l'office HLM et à la société de chauffe s'ils ne respectent pas le protocole d'accord !

Gare aux zélus de gauche s'ils cautionnent de telles pratiques !

Gare aux révisionnistes, qui chaque jour se démasquent devant les travailleurs, que ce soit à l'usine ou dans les cités !

Les horaires donnés ici sont les horaires d'hiver, rajoutez une heure pour avoir les horaires d'été.

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h.	sur 31 et 42 m
16 h.	sur 31 et 42 m
17 h.	sur 31 et 42 m
19 h.	sur 31 et 42 m
21 h.	sur 31 et 42 m
22 h.	sur 31, 42 et 215 m
23 h.	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m



Foyers Sonacotra

Avec la complicité de la police

Provocations terroristes contre les grévistes

Depuis décembre dernier, la direction de la Sonacotra a commencé une épreuve de force pour casser la grève des foyers.

D'une part, elle a envoyé à tous les locataires le texte d'un accord-bidon patronné par la CGT de Seine-St-Denis pour leur faire croire que plusieurs foyers avaient cessé la grève. Cette manœuvre d'intoxication a échoué (cf HR No 459).

D'un autre côté, la direction de la Sonacotra recourt au terrorisme pour intimider les grévistes :

Au foyer de Garges-les-Gonesses, un mouchard de la direction (qui s'était déjà signalé en branchant la tôle à tue-tête au milieu des assemblées générales) a blessé un gréviste d'un coup de couteau. Police-secours a attendu qu'il ait perdu tout son sang pour le conduire à l'hôpital, où il est mort dès son arrivée.

Trois mois après, avec la bénédiction de la police, de la justice et de la direction de la Sonacotra, le meurtrier est revenu au foyer, pour menacer de mort les délégués des grévistes. Expulsé par les grévistes, il rôde depuis autour du foyer.

En outre, plusieurs coups de feu ont été tirés sur le foyer. Les flics se croisent les bras en disant aux grévistes : «C'est des amusements de jeunes» !

De même au foyer Romain-Rolland de Saint-Denis plusieurs coups de fusil ont

été tirés sur des chambres et aux alentours de l'immeuble, ce qui permet au directeur de dire que les grévistes sont armés... Le tireur, posté dans un immeuble voisin, a été repéré par les grévistes. La police dit l'avoir arrêté, mais depuis, aucune nouvelle de lui. En fait, la police s'occupe de «contrôler»

brutalement l'identité des grévistes, et de menacer d'expulsion plusieurs d'entre eux.

Halte au terrorisme contre les travailleurs immigrés ! Soutien total aux grévistes de foyers !

Signez et faites signer la pétition nationale !

Correspondant HR.

VIENT DE PARAÎTRE



Jeune Garde rouge

N° 7
Avril 1976
2F

PALESTINE



VAINCRA

SOIRÉE SUR LA CHINE POPULAIRE

Vendredi 9 avril à partir de 20 heures 30 au théâtre municipal d'Issy-les-Moulineaux, 25 ave Victor Cresson (métro Mairie d'Issy) aura lieu une soirée sur la République populaire de Chine.

Au cours de cette soirée animée par le comité d'Issy-les-Moulineaux de l'Association des amitiés franco-chinoises seront présentés :

- Un montage diapos sur les usines ;
- Un film, « Les jeunes instruits dans les campagnes » ;
- Une table de vente où l'on trouvera livres, brochures, papiers découpés, affiches chinoises, etc. ;
- Un débat animé par des personnes de retour de Chine.

Le comité AAFC d'Issy-les-Moulineaux vous attend nombreux vendredi 9 avril à 20 heures 30.

Entrée libre

No SPECIAL PALESTINE

Au sommaire : - Comment la Palestine fut volée à son peuple

- Les révisionnistes et la Palestine

- Le racisme de l'Etat d'Israël

- La génération de la victoire

- La relève (extrait d'une nouvelle palestinienne)

Mais également : - Une déclaration de la Direction nationale de la JCMLF sur le mouvement étudiant en cours

- Des échos de luttes étudiantes

- Des témoignages sur les CET, le chômage des jeunes.

Passez vos commandes à l'adresse suivante :

L'Humanité rouge
BP 61 75 861 Paris Cedex 18

En n'oubliant pas de mentionner :
« Pour la Jeune Garde rouge »

La Jeunesse palestinienne
c'est la génération de la victoire

MEETING A LA MUTUALITÉ
VENDREDI 16 AVRIL 1976 A 20 H 30
(Métro Maubert-Mutualité)

A l'appel de la JCMLF avec la participation d'une délégation du Comité exécutif de l'Union générale des étudiants palestiniens et le soutien de L'Humanité rouge.

A Ouessant, l'«Olympic Bravery» continue de déverser ses 5 tonnes de mazout par jour

PIRATERIES PETROLIERES

A Ouessant, c'est toujours au rythme de 5 tonnes par jour qu'arrive sur le littoral le mazout qui s'échappe de l'épave de l'«Olympic Bravery». Les travaux effectués sur le pétrolier géant échoué sur les récifs ont avancé, mais fort lentement en raison des conditions météorologiques. Et en tout état de cause le pompage de l'hydrocarbure que contient encore l'«Olympic Bravery» n'a pas encore commencé. Et c'est au nombre de 83 que les soldats du 6e RG d'Angers, armés de seaux et de pelles, poursuivent le travail exténuant d'évacuer la boue visqueuse au fur et à mesure qu'elle arrive sur la cote.

Récemment à Brest la CFDT des marins (pêche et commerce) a tenu une conférence de presse pour exposer son point de vue sur les

de même que le préjudice subi par les pêcheurs, tant par le manque de prises que par le manque à gagner sur le plan commercial. Il est



conséquences de «l'accident» du pétrolier grec. Plusieurs intervenants y ont soulevé la question de l'indemnisation de la population locale, et notamment des pêcheurs, pour qui le préjudice porté est considérable.

«La marine, l'armée, l'équipement seront remboursés sans problème car ils peuvent chiffrer facilement le coût du matériel qu'ils ont employé, des produits et des heurtes de travail fournies. Mais les dégâts écologiques ne peuvent pas être chiffrés,

inadmissible qu'on ait attendu sept semaines avant de faire quelque chose, sous prétexte que l'on ne savait pas qui allait payer».

Après qu'un délégué de l'arsenal de Brest ait dénoncé le fait que dès l'échouage la marine nationale n'ait pas dégagé l'épave, alors qu'elle était parfaitement en mesure de le faire ; le secrétaire du syndicat CFDT de la marine marchande a fait d'intéressantes révélations sur le statut de certains bâtiments naviguant, comme l'«Olym-

CHAQUE ANNÉE, 5 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE DÉVERSÉES DANS LES OcéANS

L'échouage de l'«Olympic Bravery» et la pollution qu'il provoque sont l'occasion de lever le voile sur de nombreux scandales qui sévissent dans le transport maritime du pétrole. On y apprend notamment que chaque année la bagatelle de 5 millions de tonnes d'hydrocarbures sont déversées dans les mers.

Sur ces 5 millions de tonnes, 2 480 000 proviennent des rejets dans les fleuves (51 %) ; 850 000 tonnes des navires non pétroliers (17,5 %) dont 250 000 tonnes lors de collisions ou d'échouages ; 80 000 tonnes de la production de pétrole off shore (1,5 %) c'est-à-dire sur des plateformes en pleine mer et 1 450 000 tonnes des navires pétroliers (31 %). Des chiffres relativement précis en donnent même la ventilation :

- 260 000 tonnes ont pour origine les pétroliers qui nettoient leur cale en haute mer, comme le cargo allemand «Cap Breton» pris lundi en flagrant délit au milieu d'une opération de vidange au large du Finistère.
- 700 000 tonnes le déballastage des autres ;
- 280 000 tonnes d'accidents en mer ;
- et enfin, 210 000 tonnes des pertes lors des chargements, par des rejets d'eau de cales, etc.

AU LARGE DE SINGAPOUR ÉGALEMENT

Un pétrolier géant, appartenant à la Shell Tankera UK, le «Mysella», jaugeant 212 750 tonneaux de port en lourd et transportant une cargaison de pétrole brut, s'est échoué sur un haut-fond lundi matin non loin de Singapour. Seules deux des quinze cuves que comprend le navire auraient été endommagées. Cependant là aussi la marée noire commence à s'étendre.

Le «Mysella» n'avait été lancé qu'en 1970. Il faisait partie de la classe «101» du Lloyds Register of Shipping, c'est dire s'il avait été construit selon les meilleures normes possibles. Les raisons de l'échouage - qu'on ne s'explique pas officiellement pour l'instant - n'en sont que plus suspectes. Le cas de l'«Olympic Bravery» nous a appris en effet, chiffres à l'appui, qu'un échouage «accidentel» peut être plus rentable pour une compagnie maritime que le désarmement d'un pétrolier géant... simple question de profit maximum !

pie Bravery», sous pavillon de complaisance.

«Il n'y a pratiquement pas de recours contre un bateau immatriculé pour des raisons fiscales ou légales dans des pays comme le Libéria ou Panama. Il semble, par exemple, que l'«Olympic Bravery» était le seul bateau armé par la société qui le possédait. Il n'y aura pas de recours. De plus, ces bateaux ne respectent pas les législations internationales. L'«Olympic Bravery» n'avait pas de double coque, ni même de cuves séparées. Alors, imaginez s'il avait été plein. Les législations européennes ou américaines ne sont pas non plus respectées ; pavillon de complaisance, un bateau peut embarquer du personnel non seulement sous-payé, mais aussi sous-qualifié et en nombre insuffisant».

Note de l'administration

1 - Nous manquons de cette semaine :

- une affiche nationale
- un tract national

Nous demandons aux CDHR et individuels qui ne sont pas approvisionnés d'office de passer leurs commandes rapidement.

3 - Les affiches : «Appel aux membres du PCF»

«Qu'est-ce que la dictature du prolétariat» sont épuisées.



culturel

Au 13e Festival international d'art contemporain de Royan

DE NOUVEAUX FILMS CHINOIS D'UNE IMPORTANCE CAPITALE

Les films chinois présentés à Royan ont été vivement appréciés par la plus grande partie du public. Des débats étaient organisés par les animateurs du Festival et des militants de l'Association des amitiés franco-chinoises.

La présentation de ces films «de fiction» ou documentaires a révélé une fois de plus la puissance de l'exemple de la Chine socialiste pour combattre les positions bourgeoises. Ce festival rassemblait surtout des intellectuels des milieux artistiques et des journalistes. Les débats ont parfois pris une tournure pénible qui reflète un esprit petit-bourgeois, un mépris pour le peuple ; mais en même temps la lutte idéologique et politique intense a montré l'intérêt grandissant dans ces milieux pour un monde nouveau, pour la lutte révolutionnaire des pays du tiers monde, pour le socialisme, pour les idées marxistes-léninistes.

La présence au Festival de Joris Ivens et de Marceline Loridan a été d'un grand poids dans la polémique contre les révisionnistes. Les 12 heures du film «Comment Yukong déplaça les montagnes» — que la presse révisionniste tente de calomnier — l'expérience on ne peut plus précieuse de Joris Ivens qui a vécu, la caméra à

la main, les grands combats de ce siècle : de l'URSS des années 30 à la guerre de résistance des peuples indochinois en passant comme Norman Béthune par l'Espagne et la Chine de 1938 ; voilà de quoi faire taire les ricanements et la hargne de certains, voilà des témoignages sérieux sur lesquels peut s'appuyer toute personne honnête.

(Nous publierons demain des extraits des propos de Joris Ivens au cours des débats).

Bien que parfois confus, les débats sur les films chinois se sont axés sur une question essentielle : la révolution culturelle. Oui ou non un pays socialiste peut-il dégénérer en pays impérialiste ? Oui ou non la lutte de classe se poursuit-elle sous le socialisme ? Oui ou non à la dictature du prolétariat ?

Oui ! répondent les films chinois et à travers eux des milliers d'ouvriers et de paysans.

Non seulement les grandes victoires du socialisme et de la révolution culturelle éclatent dans tous ces films, mais plus encore, les masses populaires et leur Parti communiste y apparaissent en pleine lutte.

«Ne jamais oublier la lutte de classes», «la lutte de classes, c'est l'axe qui entraîne tout le reste», voilà le

principe qui les guide. «Pendant la période du socialisme, la lutte de ligne qui se déroule dans le Parti tourne autour de cette question : immobiliser la révolution à l'étape où elle se trouve, ou bien poursuivre la révolution

soviétique), «Jours ensoleillés» (la lutte pour les coopératives agricoles de type supérieur et contre les agents infiltrés dans le Parti, d'après le roman de Hao Jan), «Hongyu» (la lutte pour la formation de médecins aux

qualité artistique.

«Rupture», film tourné très rapidement et pour les besoins de la lutte en cours, terminé en décembre 1975, est particulièrement enthousiasmant. La clarté de la ligne dramatique, la richesse

faut souhaiter que ce film soit connu en France et utilisé de manière militante, pour faire comprendre et aimer en profondeur la Chine socialiste, pour montrer ce que peut la dictature du prolétariat.

Sélection de classe, bourrage de crâne... Elèves, étudiants et enseignants qui, en France, luttent contre l'école au service du capital seront exaltés par les victoires des simples paysans chinois qui, sous la direction du Parti communiste, forcent la porte de l'université, imposent un enseignement «à porte ouverte», au service de la politique du prolétariat.

Les étudiants reconnaîtront dans le film ces faux communistes qui sont chez nous doyens de facs, ou mandarins ou secrétaires syndicaux et qui en réclamant «la sauvegarde du potentiel scientifique et pédagogique de l'université», ne veulent rien d'autre que le maintien de l'université bourgeoise pour leurs propres intérêts.

«Rupture» soutient le mouvement de critique et de transformation de l'université chinoise. Pour nous aussi, c'est une arme contre le révisionnisme et la bourgeoisie.



Affichages de dazibao à l'université de Pékin (gravure de Ki-Pao).

socialiste et lutter pour réaliser enfin le communisme» (Pékin information No 13 de 1976).

Dans la salle, les révisionnistes ont eu de quoi s'affoler...

«Notre époque de feu» (la lutte contre des cadres embourgeoisés dans une aciérie au moment du blocus

des sentiments populaires, la beauté des images font de ce film, à notre avis, le meilleur des films chinois projetés en France à ce jour. Nous commençons ci-dessous la publication de l'analyse du film telle qu'elle a été faite par la revue de l'École normale de Shanghai, «Pratique de l'enseignement». Il

Une autre réalité nouvelle, c'est la création de tels films, d'un tel contenu révolutionnaire et d'une telle

lutte, il faut maintenant résoudre la question. Sur quel modèle édifier cette université ?

Sur ce point, deux classes différentes ont deux réponses différentes à proposer. Long veut imiter l'université antijaponaise de Yanan. Qu'est-ce que ce modèle-là ? Cela veut dire : «compter sur ses propres forces», Long préconise «d'enfourcher d'abord le cheval et de s'occuper après de la selle».

Il faut dégager la route de ses mains, défricher, construire, et semer... Bref, il faut «fonder l'école sur le sommet de la montagne».

Mais du point de vue de Zao «ce n'est plus la fondation d'une université ici, c'est purement et simplement une équipe de défrichage !», «c'est un travail du diable !». A son avis, quand on veut construire une nouvelle université, il faut choisir un bel endroit où l'air est pur, les moyens de communications pratiques... et, bien sûr, il faut être près d'une ville. C'est seulement comme cela qu'on peut former des hommes à l'esprit vif et brillant. En réalité, il ne s'agit pas du choix d'un emplacement pour l'école il s'agit de savoir à partir de quelle

idéologie on va éduquer les étudiants. Si on suit le modèle de l'université antijaponaise, on sera loin de la ville, mais on sera au milieu des paysans ; les étudiants garderont toujours les qualités du peuple, travailleur et ne deviendront pas de beaux esprits bourgeois.

Voyons un peu ce que se passe quand Long va visiter quelques universités à travers le pays...

Qu'est-ce que fait l'étudiant que l'on voit plongé dans ses livres dans une bibliothèque ? Il rêve qu'il «va se faire un nom d'un seul coup», qu'il sera «très connu»... et cet autre qui arrache négligemment des épis dans une parcelle... Qu'est-ce que représentent pour lui deux poignées de riz par rapport au mémoire qu'il doit présenter ?...

A propos de la lutte dans l'enseignement

«Rupture», un film pour la Chine comme pour nous

QUI EXERCE LA DICTATURE SUR QUI ? (1)

Traduction abrégée d'un article paru dans la revue de l'École normale de Shanghai «Pratique de l'enseignement» et communiqué par les Amitiés Franco-Chinoises.

Dans une société de classes, l'enseignement a toujours été un instrument de la dictature d'une classe ; dans la société socialiste, le prolétariat doit exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie dans le domaine de l'enseignement, mais la bourgeoisie veut à toutes forces créer des écoles à son image, former une petite poignée d'aristocrates du savoir et restaurer le capitalisme. En définitive, qui va exercer la dictature sur qui ?

Dans le film «La Rupture», avec comme toile de fond l'annexe de l'Université communiste du travail, c'est à un véritable cours sur la lutte de classes dans l'enseignement que nous assistons : Long Guo-zheng représente l'ensemble des étudiants et des professeurs révolutionnaires et Zao Zhong-he, le directeur-adjoint, la bourgeoisie. Ils vont s'affronter violemment sur la question du recrutement, de la construction de l'école, de la façon d'enseigner, etc

La lutte entre Long Guo-zheng et Zao Zhong-he commence dès le moment où l'on veut recruter des étudiants pour l'annexe de l'université. Aussitôt la nouvelle sue, les enfants des paysans pauvres accourent de plusieurs dizaines de kilomètres à la ronde, pour s'inscrire.

Mais, sur quels critères choisir les étudiants ?

Long se base sur le principe : «Donner la priorité aux enfants des ouvriers, paysans pour qu'ils reçoivent une éducation» ; il tient absolument à accueillir à l'université les fils et les filles des paysans. Mais pour des gens comme Zao Zhong-he, rentrer à l'université exige des «bases» et une «scolarité normale» : voilà ce qu'il

clame partout. Ce faisant, il tente de bloquer l'entrée des enfants de paysans. Deux lignes se dessinent clairement.

En apparence, pour Zao, les critères d'admission sont le «niveau culturel» ; celui qui a une «bonne base», celui qui a fait une «bonne scolarité», donc celui qui a les qualités requises, celui-là peut rentrer à l'université. Mais, repoussant les obstacles dressés par la bourgeoisie, Long à la tête des paysans, fait irruption au beau milieu des épreuves de recrutement ; il va appliquer résolument de nouveaux critères.

D'un point de vue bourgeois, les enfants de paysans n'ont pas ce qu'il faut pour être admis à l'université, mais du point de vue du prolétariat ils ont tout ce qu'il faut : ils ont une bon-

ne origine ; deuxièmement, ils travaillent bien ; ils ont des ampoules plein les mains ; troisièmement, le but de leurs études est très clair, et, enfin, et c'est aussi le plus important, ils ont de profonds sentiments de classe envers le parti et le président Mao. Quand Long veut que Li Jin-feng, l'ex-gardeuse de troupeaux écrive quelque chose pour voir, elle écrit bien droit, bien net «Le président Mao est notre sauveur». Est-ce qu'on peut mesurer à l'aide d'une balance le degré de culture que de tels sentiments de classe contiennent ?

Long se met donc à la tête de ses frères de classe, ouvriers et paysans, et les fait rentrer par la grande porte à l'université. Mais ceci n'est que le début de la

DEMAIN
«Mon expérience de vieux communiste»
Extraits des débats à Royan avec Joris Ivens et
2e partie de l'article sur le film «Rupture»

L'Humanité Rouge

document

A propos de l'unification des marxistes-léninistes (3)

S'UNIR : Avec qui, sur quelles bases ?

« LA POLITIQUE DE PRINCIPE EST L'UNIQUE BONNE POLITIQUE » V. LÉNINE

Tous ceux qui ont l'unité des marxistes-léninistes à cœur s'intéressent vivement aux entretiens entre les divers partis, groupes ou formations de notre pays, se réclamant du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotse-toung.

De notre point de vue, rompre avec la scission, renforcer et développer l'unité constituent un devoir sacré qui doit être commun à tous les partis, groupes ou formations qui aspirent, comme les éléments avancés de la classe ouvrière y aspirent, au Parti communiste et ouvrier unique.

Actuellement encore, un certain nombre de divergences de principes existent entre nous et d'autres formations. Mais quelle qu'en soit l'importance, c'est animés du désir sincère de les résoudre et munis de la patience nécessaire à leur élimination, que nous nous unissons et renforcerons la lutte contre l'ennemi commun et pour les objectifs radicaux de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et du communisme. C'est là un processus inévitable !

Certains (comme par exemple l'UCF (ml) dans le «Marxiste-léniniste No 10 - février 76 page 3) prétendent que dans la question de l'unité des marxistes-léninistes, l'unité serait temporaire et relative tandis que la division serait absolue et dominante. C'est là une position nuisible, manifestant la plus grande confusion dans la compréhension de la dialectique marxiste, en confondant les contradictions entre l'ennemi et nous, d'une part, et d'autre part, celles entre communistes (au «sein du peuple»). Ou bien, l'on considère telle ou telle formation se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotse-toung comme étant dans le camp opposé, dans le camp de la bourgeoisie, et dans ce cas effectivement l'unité sur la base des principes marxistes-léninistes sera impossible et la lutte sera absolue. Et, là, il faut le dire clairement, et ne pas se contenter de fustiger les soi-disant partisans de «l'unité à tout prix». Ou bien, l'on considère telle ou telle formation comme étant dans le camp du peuple, et l'on manifeste dans la pratique un réel et sincère désir de résoudre des divergences de principes qui nous sépare, quelle qu'en soit l'importance.

Est-ce qu'une telle position peut aboutir au Parti marxiste-léniniste rassemblant tous les militants réellement communistes ? Cette position n'aboutit-elle pas au contraire à justifier la division des marxistes-léninistes en plusieurs organisations et à l'ériger en principe universel.

La question de l'unité des communistes est un principe fondamental du léninisme. Si l'on accepte le point de vue selon lequel la division serait absolue, on aboutit à un moment où à un autre au trotskysme qui justifie le recours permanent à la scission par l'apparition de la moindre divergence, idéologique, politique ou d'organisation.

Voilà plus de 70 ans que ce point de vue et cette pratique contraires aux intérêts fondamentaux du prolétariat révolutionnaire ont été rejetés.

Est-ce pour autant que nous rejetons les divergences entre communistes ? Nous ne les rejetons pas ! Au contraire nous estimons qu'elles sont une bonne chose. Qui plus est, les marxistes ont toujours estimé que la lutte d'idées était le moteur de l'édification idéologique, politique et organisationnelle du parti. En aucun cas et sous aucun prétexte, la lutte entre le juste et le faux, entre l'ancien et le nouveau qui est la manifestation de la lutte des classes en France et dans le monde ne peut justifier la scission ou l'existence de plusieurs formations se réclamant du marxisme-léninisme.

SOMMES-NOUS POUR AUTANT DES PARTISANS DE «L'UNITÉ A TOUT PRIX» ?

Nos détracteurs peuvent-ils avancer un seul texte, une seule phrase où nous ayons dit que nous réaliserons l'unité des communistes dans un parti marxiste-léniniste unique, en abandonnant justement les principes fondamentaux dont nous nous réclamons ? Ils peuvent chercher, ils n'en trouveront pas !

Nous sommes partisans de l'unité des communistes, mais pas pour une unité sans principe, mais pour une unité dans un parti réalisé sur la base des principes fondamentaux tant idéologiques, politiques qu'organisationnels du marxisme-léninisme.

Dans la bataille actuelle, nous avons mis en avant la question idéologique - le désir d'unité, le désir du parti prolétarien unique - parce que, conformément aux enseignements du président Mao, et liée à notre propre expérience pratique, nous estimons que cette question détermine toutes les autres.

Cela signifie-t-il que nous nions les questions de lignes politiques ? Que non ! Mais nous distinguons les questions de l'unité sur la ligne fondamentale et générale, de celles portant sur des points particuliers et secondaires, qui ne peuvent être résolus que dans le cadre d'un parti unique et à direction unique sur la base du centralisme démocratique et du principe de la soumission de la minorité à la majorité une fois cette ligne élaborée dans les instances suprêmes du parti : le Congrès.

Mais certains diront : «qu'entendez-vous par ligne générale ?»

La ligne générale des communistes marxistes-léninistes de France est celle du Mouvement communiste international. Elle est fondée sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et a pour objectif la révolution mondiale socialiste prolétarienne et le communisme, seule société où s'épanouira l'humanité tout entière.

Cette ligne générale a fait l'objet d'un affrontement entre marxisme-léninisme et révisionnisme dans les Conférences de 1957 et de 1960, et s'est formulée dans les «propositions concernant la ligne générale du Mouvement communiste international» énoncée par le Comité central du Parti communiste chinois dans une lettre du 14 juin 1963 au Comité central du PCUS (également connue sous le nom de «Lettre en 25 points»).

Cette position de principe trace une démarcation claire entre d'une part, le marxisme-léninisme et d'autre part le révisionnisme et tous les autres courants idéologiques bourgeois. Elle n'est pas nouvelle pour nous. Au contraire elle a été le point de départ fondamental du mouvement marxiste-léniniste en France qui a abouti à la reconstruction d'un parti communiste authentique, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, à la suite du Congrès de Puyricart les 30 et 31 décembre 1967.

On pourra lire par exemple dans le «Projet de plate-forme marxiste-léniniste française» élaboré par le Comité central de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes et publié en supplément à l'Humanité-Nou-

velle No 4 de mai 1965, le passage suivant dans l'introduction : «Dans leur élaboration d'une plate-forme marxiste-léniniste française, les marxistes-léninistes français doivent prendre appui sur les DÉCLARATIONS de 1957 et de 1960 du Mouvement communiste international, ainsi que sur le document autour duquel s'est cristallisée la prise de conscience antirévionniste des forces marxistes-léninistes mondiales et qui est la réponse du Comité central du Parti communiste chinois à la lettre du 30 mars 1963 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique publiée sous le titre : «PROPOSITIONS CONCERNANT LA LIGNE GÉNÉRALE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL» et connue sous le titre «PROPOSITIONS EN 25 POINTS».

On pourra également se reporter à un passage du rapport du Bureau politique de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes français présenté lors du Congrès de Lancry par Jacques Jurquet en juillet 1966 - Congrès constitutif du «Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) - passage intitulé : «La portée historique universelle des propositions en 25 points du Comité central du Parti communiste chinois.»

Nous en extrayons quelques passages, mais nos lecteurs pourront lire l'intégralité de ce rapport dans le recueil de textes du camarade Jacques Jurquet récemment publié par les Éditions du centenaire et intitulé «ARRACHER LA CLASSE OUVRIÈRE AU RÉVISIONNISME MODERNE» : «C'est à partir de la publication des «Propositions concernant la ligne générale du MCI (...) que nous avons mieux compris ce qui se passait dans le MCI et dans le camp socialiste. (...) D'un coup la réalité du révisionnisme moderne nous est apparue dans son intégralité néfaste, au service de l'idéologie, de la politique et de la morale bourgeoises. (...) Nous soutenons et participons activement à la grande offensive historique contre le révisionnisme moderne lancée de manière irrévocable et irréversible le 14 juin 1963 par le Comité central du PCC (...).»

Certain, toujours plus enclins à condamner et à combattre en parole le «dogmatisme» que le «révisionnisme moderne», diront «mais, depuis, le monde s'est bouleversé...»

C'est une évidence et les communistes authentiques en ont tiré les conséquences depuis de nombreux mois déjà.

Ainsi, nous pouvons citer un extrait du rapport politique présenté au 2e Congrès du PCMLF en mars 1975, rendu public par ce parti dans sa revue théorique «Cahier Rouge» No 10 d'avril 75, et dont nous apprécions l'entière justesse : «Analysant les contradictions fondamentales du monde contemporain, le Comité central du Parti communiste chinois dirigé par le président Mao» les résumait en juin 63 dans la Lettre en 25 points.

«Cependant, continue le rapport, il est impossible de ne pas tenir compte des modifications capitales intervenues dans la situation mondiale depuis lors. En 1963, la véritable nature des dirigeants de l'URSS n'était pas encore percée à jour. Aujourd'hui, il n'y a plus de camp socialiste. Ce que les révisionnistes appellent «le camp socialiste» n'est rien d'autre que la sphère d'influence sur laquelle règne ou prétend régner sans partage le social-impérialisme

russe. (...) Aussi est-il de la plus haute importance d'en connaître le développement exact (des contradictions fondamentales, NDLR), d'étudier leur processus et leur action réciproque. C'est en procédant d'un tel point de vue que le Parti communiste chinois dirigé par le camarade Mao Tsé-toung a mis en évidence la constitution de trois mondes résultant des effets conjugués et contradictoires des forces et contradictions fondamentales inhérentes à notre époque.»

Défendre résolument les principes révolutionnaires de la ligne générale du Mouvement communiste est une tâche que les marxistes-léninistes dans chaque pays ont le devoir d'appliquer.

On nous reproche les «grosses erreurs» contenues dans certains passages du Programme du PCMLF issu du IIe Congrès. Bien !

Quiconque lit attentivement notre presse, saura que ces «erreurs» et ces écarts de la «ligne générale» ont fait l'objet d'une autocritique publique et d'une rectification, à la suite d'un large débat démocratique et centralisé, impulsé par le Comité central de ce parti. Ces camarades mettraient-ils en doute notre fidélité et notre attachement aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme ?...

L'UNITÉ EST FONDÉE SUR LES PRINCIPES

L'unité avec des formations trotskystes ne pourra jamais conduire qu'à la mise sur pied d'une organisation non-prolétarienne, nullement marxiste-léniniste.

Ce n'est pas parce qu'une organisation s'autoproclame marxiste-léniniste, qu'elle l'est réellement ou qu'elle l'est avec des «ambiguïtés».

Sur trois points fondamentaux et de principes, le groupe «Révolution !» affirme des positions nullement marxistes-léninistes, mais trotskystes à 100 %. Quoique ce groupe prétende avoir rompu avec le trotskysme, sur la question de Staline, sur la question de l'attitude vis-à-vis des pays socialistes frères, comme vis-à-vis du révisionnisme moderne, «Révolution !» a les positions fidèles au trotskysme et cela de façon non déguisée.

Les militants des diverses formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotse-toung peuvent étudier l'histoire du mouvement révolutionnaire prolétarien. L'attitude de principe, et la lutte ouverte des plus grands dirigeants révolutionnaires, que ce soit Lénine, Staline, Mao Tsé-toung, Enver Hoxha, Ho Chi Minh contre le trotskysme, n'a jamais comporté la moindre ambiguïté.

L'unité pour un seul et unique parti marxiste-léniniste se fera, c'est notre conviction. Mais elle ne se fera pas sur la base d'un abandon des principes révolutionnaires fondamentaux qui ont toujours guidé et guideront toujours les authentiques marxistes-léninistes.

Note du Comité de rédaction :

Dénoncer et combattre l'opportunisme trotskyste comme la cinquième roue du chariot révisionniste, dans leur ligne comme dans leurs activités de quelque sorte qu'elles soient, est une nécessité. C'est pourquoi nous appelons tous nos camarades et tous nos amis lecteurs à nous faire part de leur expérience dans ce domaine (même pour des faits relativement passés).